

Think Tank européen Pour la Solidarité

[www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

Collection

Working  
paper

# La Transition durable : quelle place pour l'entreprise sociale et l'économie sociale et solidaire

Camille Rosenblatt, Gladys Croгнаletti, Elise Dubetz et  
Sanjin Plakalo

Sous la direction de Denis Stokkink

Octobre 2013

Avec le soutien de  
la Communauté française de Belgique



Le Think tank européen ***Pour la Solidarité*** (asbl) – association au service de la cohésion sociale et d'un modèle économique européen solidaire – travaille à la promotion de la solidarité, des valeurs éthiques et démocratiques sous toutes leurs formes et à lier des alliances durables entre les représentants européens des cinq familles d'acteurs socio-économiques.

À travers des projets concrets, il s'agit de mettre en relation les chercheurs universitaires et les mouvements associatifs avec les pouvoirs publics, les entreprises et les acteurs sociaux afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une Europe solidaire et porteuse de cohésion sociale.

Parmi ses activités actuelles, ***Pour la Solidarité*** initie et assure le suivi d'une série de projets européens et belges ; développe des réseaux de compétence, suscite et assure la réalisation et la diffusion d'études socioéconomiques ; la création d'observatoires ; l'organisation de colloques, de séminaires et de rencontres thématiques ; l'élaboration de recommandations auprès des décideurs économiques, sociaux et politiques.

***Pour la Solidarité*** organise ses activités autour de différents pôles de recherche, d'études et d'actions : la citoyenneté et la démocratie participative, le développement durable et territorial et la cohésion sociale et économique, notamment l'économie sociale.



Think tank européen **Pour la Solidarité**

Rue Coenraets, 66 à 1060 Bruxelles

Tél. : +32.2.535.06.63

Fax : +32.2.539.13.04

[info@pourlasolidarite.be](mailto:info@pourlasolidarite.be)

[www.pourlasolidarite.be](http://www.pourlasolidarite.be)

# Les cahiers de la Solidarité

Collection dirigée par Denis Stokkink

*La Transition : un enjeu économique & social pour la Wallonie*, Cahier n° 32, Mars 2013

*Perspectives des instruments européens pour la réinsertion des détenus : quels moyens pour quels résultats ?*, Cahier n° 31, Février 2013

*Les primo-arrivants face à l'emploi en Wallonie et à Bruxelles*, Cahier n° 30, novembre 2012

*L'intégration des Primo-arrivants en Wallonie et à Bruxelles*, Cahier n° 29, Juin 2011

*Les emplois verts, nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe*, Cahier n°28, mai 2012

*Viellissement actif et solidarité intergénérationnelle : constats, enjeux et perspectives*, Cahier hors - série, Mars 2011

*Services sociaux d'intérêt général : entre finalité sociale et libre-concurrence*, Cahier n° 27, Mars 2011

*Logement vert, logement durable ? Enjeux et perspectives*, Cahier n° 26, Mars 2011

*Agir pour une santé durable - Priorités et perspectives en Europe*, Cahier n° 25, Janvier 2011

*La lutte contre la pauvreté en Europe et en France*, Cahier n° 24, Novembre 2010

*Inclusion sociale active en Belgique*, Cahier hors-série, Novembre 2010

*Responsabilité sociétale des entreprises. La spécificité des sociétés mutuelles dans un contexte européen*, Cahier n° 23, 2010

*Concilier la vie au travail et hors travail*, Cahier hors-série, 2010

*Faut-il payer pour le non-marchand ? Analyse, enjeux et perspectives*, Cahier n° 22, 2009

*Mobilité durable. Enjeux et pratiques en Europe*, Série développement durable et territorial, Cahier n° 21, 2009

*Alimentation : circuits courts, circuits de proximité*, Cahier n° 20, 2009

*L'économie sociale, actrice de la lutte contre la précarité énergétique*, Cahier n° 19, 2009

*Europe et risques climatiques*, participation de la Fondation MAIF à la recherche dans ce domaine, Cahier n° 18, 2009

*Construire des villes européennes durables*, tomes I et II, Cahiers n° 16 et 17, 2009

*Europe, énergie et économie sociale*, Cahier n° 15, 2008

*Décrochage scolaire, comprendre pour agir*, Cahier n° 14, 2007

*Femmes et Villes : que fait l'Europe ? Bilan et perspectives*, Cahier n° 12 (n° 13 en version néerlandaise), 2007

*Modèle social européen, de l'équilibre aux déséquilibres*, Cahier n° 11, 2007

*La diversité dans tous ses états*, Cahier n° 10, 2007

*Libéralisation des services et du secteur associatif*, Cahier n° 9, 2007

*Démocratie participative en Europe. Guide de bonnes pratiques*, Cahier n° 8, 2006

*La reprise d'entreprises en coopératives : une solution aux problèmes de mutations industrielles ?* Cahier n° 7, 2006

*Indicateurs de richesse sociale en Région bruxelloise*, Cahier n° 6, 2006

*Nous remercions vivement Nadine Gouzée (Membre du Bureau fédéral du Plan, Task Force Développement durable) et Sybille Mertens (Titulaire de la Chaire Cera en Social Entrepreneurship et chargée de cours à HEC-ULg) pour leur relecture attentive et leurs précieux conseils.*

*Ce working paper est une publication électronique qui peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions.*

*N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.*

## Table des matières

<b>I. Développement durable : de quoi parle-t-on ?</b> .....	<b>6</b>
A. Le concept de développement durable.....	6
B. ... repose sur trois piliers, à envisager de façon interdépendante... ..	7
C. ... pour pouvoir être opérationnels.....	7
<b>II. En quoi les enjeux contemporains illustrent-ils la nécessité de changer de modèle ? ....</b>	<b>9</b>
A. Les défis sociaux, économiques, environnementaux d'aujourd'hui.....	9
B. ... révèlent les limites de notre système actuel .... ..	10
C. ... et doivent être pris à bras le corps de façon urgente pour changer de modèle et créer une nouvelle société de développement durable. ....	11
<b>III. La Transition peut-elle permettre d'opérer ce changement de modèle ? .....</b>	<b>12</b>
A. La Transition, un mouvement pour transformer la société de l'intérieur... ..	12
B. ... peut-être compris dans la théorie... ..	14
C. ... et se concrétise dans la pratique.....	15
<b>IV. Opérationnaliser le changement de modèle vers le développement durable en passant par l'économie sociale et solidaire (ESS) ? .....</b>	<b>17</b>
A. Les entreprises sociales sont des structures particulières pouvant prendre des formes diversifiées.....	17
B. ... actives dans des secteurs variés et mobilisant différents acteurs.....	19
C. ... et contribuant au changement de la société de façon concrète.....	20
<b>V. Quelles perspectives pour le couple économie sociale et solidaire (ESS) et développement durable dans la Transition ? .....</b>	<b>21</b>
A. Etre à l'avant-garde tout en gardant ses valeurs.....	21
B. ... dans une démarche de collaboration et de co-construction... ..	21
C. ... aussi bien au local, qu'au national, qu'au communautaire.....	23
D. ... En sachant anticiper les menaces et tirer des enseignements nécessaires. ....	24
<b>Bibliographie .....</b>	<b>27</b>

## I. Développement durable : de quoi parle-t-on ?

### A. Le concept de développement durable...

Partant de la prise de conscience depuis 1920 que la croissance économique peut avoir des effets négatifs sur les milieux naturels et le progrès humain, le concept de développement durable naît dans les années 1970. La publication du célèbre **rapport « Halte à la croissance<sup>1</sup> »** (plus connu sous le nom de rapport Meadows) en 1972 est l'un des tournants décisifs dans l'émergence du concept. Avec le Premier Sommet de la Terre en 1972, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en 1980, puis le **rapport Brundtland** en 1982, le concept prend corps, se formalise et se popularise, pour être défini comme suit : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir »<sup>2</sup>. Plus de vingt-cinq ans après sa publication, le rapport Brundtland n'a rien perdu de son actualité ni de sa pertinence. D'autres événements clé suivront, tels que les Deuxième et Troisième Sommets de la Terre à Rio en 1992, et à Johannesburg dix ans plus tard<sup>3</sup>.

Suite au Sommet de Rio, les Nations Unies ont réfléchi à la mise en place du concept dans la pratique et ont lancé la démarche d'Agenda 21 (ou Action 21) ; tirant son nom de la volonté de regarder à l'horizon du 21<sup>ème</sup> siècle, ce programme s'établit d'abord au niveau global, comprenant 115 propositions pour atteindre un développement durable. Il se décline également à l'échelle locale avec les Agendas 21 locaux, qui sont des projets territoriaux de développement durable, portés par une collectivité locale et prenant la forme d'un programme d'actions qui reflètent la situation locale, ses acteurs, et leurs attentes. Ces agendas locaux intègrent à la fois des questions sociales, environnementales et économiques. Depuis lors, le développement durable a arboré une facette tournée vers l'implication citoyenne et les initiatives ascendantes (« bottom-up »), pour permettre à tout un chacun de participer<sup>4</sup>. La nature de ces éléments politiques et citoyens (gouvernance participative) fait qu'ils sont plutôt à considérer comme des axes transversaux, constituant la base des projets de développement durable. En effet, dans les recommandations d'Agenda 21, les collectivités locales sont appelées à s'appuyer sur les partenaires locaux et sur la population, en encourageant leur participation. Par ailleurs, le programme Action 21 donne également de l'importance à la qualité de l'élaboration et de gestion des Agendas 21.

---

<sup>1</sup> The limits to growth, (coll.) donella H. MEADOWS, Dennis L. MEADOWS, Jorgen RANDERS, William W. BEHRENS III.

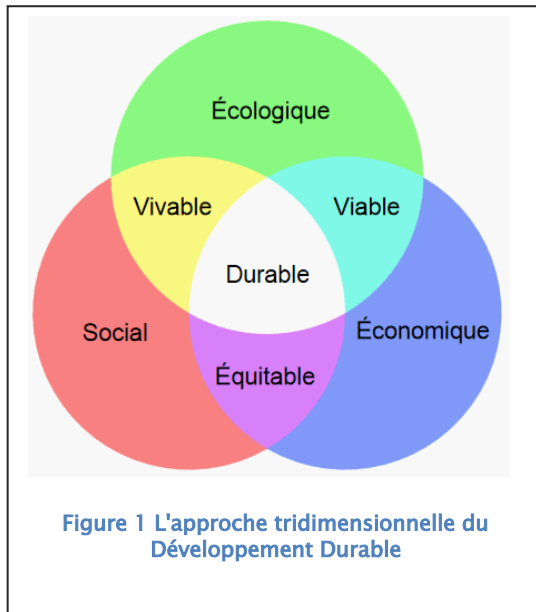
<sup>2</sup> BRUNDTLAND Gro Harlem, Notre avenir à tous, Rapport de la CMED, 1987, P.51.

<sup>3</sup> *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, Think Tank européen Pour la Solidarité, 2013.

<sup>4</sup> Site web OBSERVATOIRE TERRITOIRES DURABLES (Observatoire national des agendas 21 locaux et pratiques territoriales du développement durable) : *L'agenda 21 local, de quoi s'agit-il ?* : <http://observatoire-territoires-durables.org/spip.php?article1085>

## B. ... repose sur trois piliers, à envisager de façon interdépendante...

Le développement durable repose sur trois piliers ou composantes : le social, l'environnemental, et l'économique dont l'interdépendance est trop peu étudiée et généralement mal gérée. Pour améliorer les conditions de vie, il faut assurer des synergies positives entre les évolutions de ces trois composantes. Ces synergies positives peuvent être le résultat de l'action citoyenne mais elles doivent aussi être au cœur des stratégies politiques. C'est en ce sens<sup>5</sup> que le concept de développement durable est souvent défini à l'intersection de ces trois composantes comme sur la figure 1.



Les dégradations des situations observées sur les plans social, environnemental ou économique résultent souvent de la domination des préoccupations sur l'une de ces composantes par rapport à l'état des deux autres. Certains acteurs privilégient par exemple le pilier économique (invoquant la nécessité des équilibres économiques), d'autres privilégient le pilier environnemental (invoquant la nécessité de préserver les écosystèmes) et d'autres encore préfèrent le pilier social (revendiquant l'impératif de lutte contre la misère).

Or, pour que le développement soit durable, ces trois matières ne doivent pas être traitées de manière cloisonnée mais bien de façon « intégrée ».

Aussi, le principal obstacle à la mise en place de politiques cohérentes et pertinentes demeure le manque de capacité de pensée et de travail dans une optique systémique<sup>6</sup>.

## C. ... pour pouvoir être opérationnels.

Le concept de développement durable a pour objectif une modification en profondeur des modes actuels de développement. Depuis Rio, des politiques sont mises en place pour changer de cap. Ces politiques sont-elles efficaces, et comment les évaluer afin d'améliorer leur impact ? La réponse à de telles questions concernant des enjeux à long terme ne peut être trouvée que dans le cadre d'un apprentissage transversal et continu.

En Belgique, cet apprentissage est organisé au niveau fédéral par un cycle de plans quinquennaux, de rapports sur ces plans et d'avis de la société civile. Des Plans fédéraux de développement durable doivent être établis tous les cinq ans par l'administration fédérale. Et pour évaluer l'évolution observée en Belgique par rapport à ces enjeux, la Task Force Développement Durable (TFDD) du Bureau Fédéral du Plan établit des Rapports Fédéraux sur

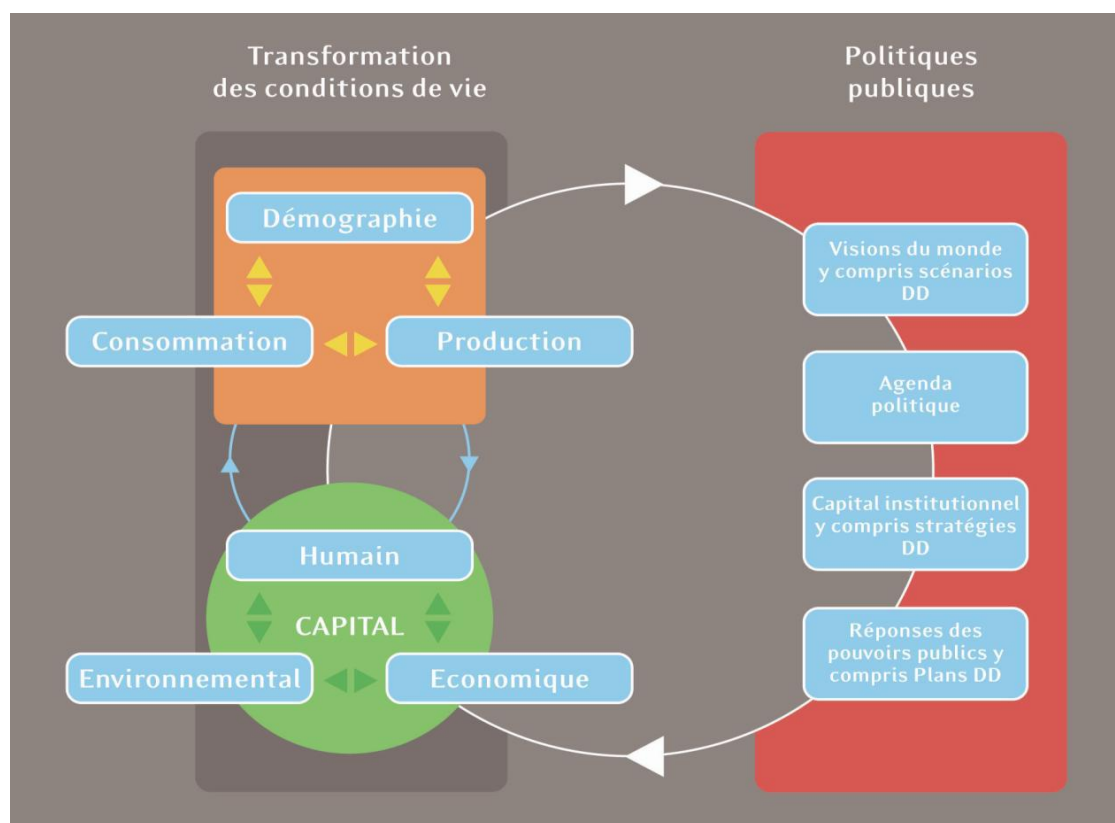
<sup>5</sup> Nadine GOUZEE « Contenu, outil et processus de développement durable », présentation au colloque *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition* organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>6</sup> Nadine GOUZEE, *Ibid.*

le Développement Durable. Dans ces rapports, une évaluation ex-post portant sur les décisions politiques prises depuis Rio (1992) met en évidence un manque d' « intégration » des politiques menées et des plans thématiques, et dans la plupart des cas le manque de changement de cap du développement.

La publication régulière de ces rapports a pour but d'éviter que les mesures prises en matière de développement durable soient de simples effets d'annonce. Les rapports utilisent des indicateurs mesurant ce qui a été réalisé dans la pratique par rapport aux objectifs à long terme. Ils utilisent une série d'outils et de méthodes « transdisciplinaires » pour opérationnaliser le concept de développement durable en les appliquant à ses trois composantes (sociale, environnementale, économique) et à l'action politique et citoyenne, avec une attention particulière pour les politiques publiques.

Par exemple, le Bilan Stratégique proposé dans ces rapports utilise 25 indicateurs phares: il identifie les tendances de ces indicateurs par rapport aux objectifs stratégiques fixés dans les engagements déjà pris, puis il évalue la distance entre la situation actuelle et l'objectif. Autre exemple, le Modèle Transgovern, plus complet, se base sur 75 indicateurs : « avec le modèle TransGovern, un nouveau pas a été franchi dans l'amélioration de l'organisation des informations sociales, environnementales et économiques. Ce modèle relie la transformation des conditions de vie d'une société à la politique publique. Il clarifie aussi les relations entre les déterminants des conditions de vie et entre les éléments constituant de la politique »<sup>7</sup>.



Source : TFDD (2007) Accéder la transition vers un développement durable. Rapport fédéral sur le développement durable 2007 et synthèses et recommandations. Task force développement durable. Bruxelles: Bureau fédéral du Plan. [http://www.plan.be/admin/updated/200802181632170.rapport2007\\_fr.pdf](http://www.plan.be/admin/updated/200802181632170.rapport2007_fr.pdf)

<sup>7</sup> BUREAU FEDERAL DU PLAN, Analyses et prévisions économiques, *Modèles et indicateurs pour un développement durable* : <http://www.plan.be/Desc.php?lang=fr&TM=60&IS=57>



## II. En quoi les enjeux contemporains illustrent-ils la nécessité de changer de modèle ?

### A. Les défis sociaux, économiques, environnementaux d'aujourd'hui...

S'il n'est pas une époque qui n'ait connu de mutation de ses sociétés, la particularité de la nôtre est la rapidité à laquelle ces mutations s'opèrent (les nouvelles technologies créant un nouveau rapport au temps et à l'instantanéité), mais également le caractère planétaire des changements induits. Aussi, les défis et enjeux actuels s'inscrivent dans un espace étendu et en accélération : nous citons ici certains de ces défis.

Alors que depuis les années 1990, la Chine devient peu à peu l'usine du monde, le paysage économique se reconfigure en Europe et on évolue d'une société industrialisée à une société de services. L'économie de la connaissance devient ainsi la nouvelle façon de fonctionner au sein d'une économie globalisée où opèrent des forces colossales – selon KPMG, des « megaforges » – telles que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).<sup>8</sup>

Par ailleurs, les ressources de la planète s'épuisent alors que la population augmente : d'ici à 20 ans, la démographie va doubler et on utilisera 55% de ressources en plus. Si cette raréfaction des ressources touche les matériaux utilisés pour créer de l'énergie (pétrole, charbon), elle concerne d'autres matières premières comme l'illustre le cas de « la guerre des métaux » (« war on metals »), mise en évidence dans des rapports scientifiques et géopolitiques. Outre un défi écologique, il s'agit pour

l'instant d'un conflit économique, qui pourrait également se traduire à terme en une bataille géopolitique<sup>9</sup>. Par ailleurs, nous allons également vers un défi alimentaire, les denrées n'étant pas illimitées, la population augmentant, et les bouleversements climatiques déstabilisant l'agriculture.

Les défis économiques, sociaux et environnementaux qui se profilent nous permettent de mettre en avant **cinq questions majeures<sup>10</sup> propres à nos sociétés contemporaines**, transposables – à des degrés différents – dans des environnements et des contextes variés : le vieillissement de la population ; la santé durable ; l'égalité des genres ; le logement ; l'emploi.

#### WAR ON METALS

Dans les années 1990, on ne travaillait qu'avec une quinzaine de métaux. Aujourd'hui, la technologie s'est développée, est devenue plus performante et s'est étendue aux objets de tous les jours : on utilise alors plus de 60 métaux, et, avec les avancées qui se profilent (cleantech, énergies éoliennes, etc.), la demande devrait grandir de façon exponentielle. Selon des rapports scientifiques, d'ici 2015 ces métaux vont commencer à s'épuiser.

Source : Présentation de Bernard MAZIEN, 28 mai 2013.

<sup>8</sup> Bernard MAZIEN (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>9</sup> Pour plus d'informations, consulter la vidéo de XERFI E-CHANGES, *La guerre des métaux stratégiques*: [http://www.dailymotion.com/video/xiakvx\\_xerfi-e-changes-la-guerre-des-metaux-strategiques-par-patrick-buffet\\_news#.UdR1HjupVJA](http://www.dailymotion.com/video/xiakvx_xerfi-e-changes-la-guerre-des-metaux-strategiques-par-patrick-buffet_news#.UdR1HjupVJA)

<sup>10</sup> *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 2013.

## B. ... révèlent les limites de notre système actuel ....

Ces défis ne sont pas seulement l'affaire de demain, puisque des manifestations sont déjà à l'œuvre aujourd'hui. Nous traversons en effet une crise multiforme<sup>11</sup> :

- **Au niveau environnemental** : le climat devient instable, les ressources s'épuisent, et, alors que beaucoup de grandes entreprises polluent à outrance, la gestion de leurs externalités négatives n'est toujours pas à leur ordre du jour. Le modèle économique actuel rendant difficile une gestion intelligente des biens communs, on assiste à leur usage excessif et à des abus dans l'utilisation de ceux-ci.
- **Au niveau social**, les inégalités, aggravées par la crise de 2008, croissent entre les régions mais également à l'intérieur de celles-ci. En 2000, 1% de la population détenait 40% des richesses à l'échelle mondiale, 10% en possédait 85%, 50% se partageait 1% des richesses ; cette augmentation des inégalités va de pair avec une crise de l'état social, liée à la « crise » économique, ainsi qu'à une augmentation du niveau de conflictualité sociale<sup>12</sup>.
- Enfin, on peut parler d'une **crise de sens** : depuis quelques décennies, on porte le postulat que la croissance économique signifie « bien-être » ; aujourd'hui, ce postulat vacille et on identifie les limites du système capitaliste actuel.<sup>13</sup>

On constate que la crise a rarement été mise en lien avec notre système d'économie mixte de marché, qui repose sur deux « jambes » : le marché (entreprises capitalistes qui doivent satisfaire les besoins des consommateurs) et l'Etat (qui fixe les règles du jeu, répondant à une fonction de redistribution, de régulation, mais aussi de production et d'organisation de services publics collectifs). Aujourd'hui, les enjeux contemporains nous font prendre conscience de l'urgence de la situation et des limites de notre système actuel<sup>14</sup> :

- **Les limites du marché** : les entreprises capitalistes, qui cherchent avant tout à satisfaire leurs actionnaires, ne dispensent aucun service public, et ne cherchent pas nécessairement à gérer leurs externalités. Elles peuvent contribuer à la production des biens nuisibles, non conformes aux attentes (situation d'asymétries, de monopoles...), en quantité déraisonnable, ce qui contribue à l'épuisement des ressources.
- **Les limites de l'Etat-nation providence** : alors que les frontières s'ouvrent et que les régions se reconfigurent, il conviendrait de remettre en question le périmètre d'action des Etats qui n'ont que peu de marge de manœuvre par rapport aux enjeux internationaux. Par ailleurs, le système providentiel lui-même a également révélé ses failles ; l'Etat-Nation Providence peut être jugé comme inefficace ou comme encourageant la déresponsabilisation<sup>15</sup>.

---

<sup>11</sup> *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 2013.

<sup>12</sup> Christian JONET (présentation) : *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>13</sup> Sybille MERTENS (présentation) : *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>14</sup> Sybille MERTENS, *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>15</sup> Sybille MERTENS, *Ibid*.

### Changer de moteur de l'économie

« Maximisation du profit à court terme + accumulation sans limite du capital = flux croissants de matière et d'énergie + accroissement des inégalités »

Source : Présentation de Christian JONET, colloque du 28 mai 2013 : *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, organisé par le THINK TANK EUROPEEN POUR LA SOLIDARITE, Bruxelles

### C. ... et doivent être pris à bras le corps de façon urgente pour changer de modèle et créer une nouvelle société de développement durable.

Si prendre conscience de ces défis constitue une première étape, il faut aussi intégrer le caractère urgent de ces enjeux, et mettre en place des réalisations concrètes pour créer une nouvelle société de développement durable. Afin de pouvoir absorber plus facilement les grands chocs produits par ces changements, **il est nécessaire d'adopter des systèmes plus résilients**. Il faut construire une société écologiquement et socialement soutenable, ayant pour moteur principal l'utilité sociale et écologique, et pour vocation la stabilité économique et la résilience sociétale ; il faut favoriser l'égalité et la justice sociale, et prendre pleinement en compte les enjeux sociétaux à long terme<sup>16</sup>.

Revenons sur **l'agriculture**, qui s'est construite grâce à la qualité des écosystèmes, la stabilité du climat, et la biodiversité ; aujourd'hui, nous sommes en train de ruiner ces trois éléments. Si nous ne réduisons pas notre impact sur l'environnement, il y aura de grands changements sur l'agriculture, ce qui engendrera un défi alimentaire important ; ainsi, il va être nécessaire de créer de nouvelles alliances ville-campagne, d'entamer une décarbonisation de l'agriculture, mais également des processus de relocalisation<sup>17</sup>.

**Il est également nécessaire d'envisager une croissance autrement**. Soulignons par exemple le potentiel des emplois verts (en lien avec l'environnement) et des emplois blancs (social), les deux uniques secteurs où il pourrait y avoir une croissance et de nouveaux emplois, deux secteurs particulièrement promus dans la Stratégie Europe 2020. Ce sont ces niches que doivent investir les entrepreneurs, et notamment les entreprises d'économie sociale et solidaire, déjà à la pointe dans certains de ces métiers. D'autre part, notre société devient une société de services : la qualité de vie au travail ne devra pas y être négligée<sup>18</sup>.

Ainsi, il est primordial d'aller vers une autre prospérité et de **reconsidérer notre approche à la richesse**. Plutôt que de produire toujours plus, sans comprendre où est-ce que cela mène la planète ; plutôt que de n'être mû que par la quête individuelle du profit, en perdant le sens de la production ; plutôt que de reposer sur des systèmes fiscaux qui ne prennent en compte ni le bien-être citoyen ni la logique distributive et oublient la démocratie ; nous devons envisager une croissance autrement, avec des produits de qualité et durables, une qualité de vie au travail dans une société de services, et reconsidérer notre rapport à

<sup>16</sup> Christian JONET (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>17</sup> Christian JONET, *Ibid*.

<sup>18</sup> Marie-Caroline COLLARD (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

l'environnement<sup>19</sup>. Dans cette idée, il faut garder à l'esprit que si le PIB constitue un indicateur pertinent, il comprend également des limites et ne doit pas tenir lieu d'indicateur généralisé, incapable de juger de l'état de bien-être ou de progrès d'une société<sup>20</sup>.

Qui peut prendre part à cette marche vers une autre prospérité ?<sup>21</sup> **La dynamique se trouve à l'interface entre des mouvements descendants (top down) et ascendants (bottom up)**. Les mouvements sociaux et les citoyens, rassemblant économie sociale et solidaire (ESS), syndicats, et initiatives de transitions, constituent des éléments de taille qui mobilisent des acteurs indispensables ; en effet, il est très difficile de faire bouger les politiques lorsque la pression de l'opinion publique est insuffisante. Il faut que la société civile se mobilise, sans quoi la politique ne jouera que sur des effets d'annonces, et le monde continuera à n'être dominé que par les firmes multinationales les plus puissantes.

Bien que tous ces défis puissent paraître insurmontables, et bien que la façon dont est traitée la réalité de notre actualité ne soit pas toujours inspirante, il est important de ne pas voir ces défis comme des contraintes mais comme des opportunités. Des changements, à la marge, sont déjà en cours ; ils ne sont pas encore très visibles mais capables de créer un système alternatif<sup>22</sup>.

### III. La Transition peut-elle permettre d'opérer ce changement de modèle ?

#### A. La Transition, un mouvement pour transformer la société de l'intérieur...

La Transition, c'est l'opérationnalisation du développement durable qui concilie trois piliers : le progrès économique, la justice sociale et la préservation de l'environnement<sup>23</sup>. La Transition, ce sont aussi tous les défis d'actualité : le vieillissement de la population, la santé durable, l'égalité des genres, le logement, l'emploi<sup>24</sup>. C'est la transition vers une société plus respectueuse de l'environnement, une société qui n'épuise pas la planète et qui la respecte, tout en assurant un plus grand bien-être collectif, avec une répartition de richesses plus équitable, et un lien social fort entre les différentes classes de la société<sup>25</sup>.

Il existe plusieurs définitions du concept de « Transition » selon que l'on se situe d'un point de vue environnemental, économique ou social. Nous présenterons ici le concept de transition né en Grande-Bretagne en 2006 ; s'intitulant à l'origine « villes en transition » (« Transition Towns »), le mouvement a émergé dans la petite ville de Totnes suite à l'initiative de Rob Hopkins, qui a théorisé le concept dans son manuel de la transition<sup>26</sup> et

---

<sup>19</sup> Marie-Caroline COLLARD, *Ibid.*

<sup>20</sup> *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 2013, p. 95.

<sup>21</sup> Christian JONET (présentation), *Ibid.*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>22</sup> Dirk HOLEMANS (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>23</sup> Denis STOKKINK (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, conférence organisée par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 8 mai 2013, Liège.

<sup>24</sup> Denis STOKKINK (présentation), *ibid.*

<sup>25</sup> Jean-Claude MARCOURT (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, conférence organisée par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 8 mai 2013, Liège.

<sup>26</sup> Rob HOPKINS, *Manuel de Transition - De la Dépendance au Pétrole à la Résilience Locale*, Ecosociété, 2010.

développé par la suite le mouvement ; l'idée est de faire face aux bouleversements causés par le pic pétrolier et le changement climatique, en devenant autosuffisant au niveau local, et ce, en développant des modèles alternatifs émanant d'initiatives citoyennes.

Deux aspects centraux de l'action du mouvement « villes en transition » sont la relocalisation et le renforcement de la résilience.

- La **relocalisation** promeut activement l'idée d'aller vers le niveau local : satisfaire nos besoins à l'échelle locale (alimentation, matériaux de construction, énergie...) en offrant un potentiel énorme pour nos économies locales, tout en réduisant la vulnérabilité au pétrole et les émissions de carbone.
- La **résilience**, concept situé au cœur de la transition, [...] désigne la capacité d'un système (ou d'une personne, d'une communauté...) à tolérer des chocs importants. Si un événement grave arrive, surtout s'il était inattendu et causé par quelque chose hors de notre contrôle, les plus résistants d'entre nous seront en mesure de rebondir et de continuer. Dans la Transition, ce concept va au-delà de l'idée acceptée de la résilience comme étant la capacité de s'adapter aux chocs, mais est vu plutôt comme un état désiré. C'est la reconstruction de ce qui pourrait être très avantageux économiquement au niveau local.

Source : *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 2013.

Il s'agit alors de privilégier un développement économique endogène, basé sur les ressources humaines, technologiques et industrielles propres aux territoires : la Transition consiste donc en la transformation de la société de l'intérieur, à partir d'actions locales, dans une logique *bottom-up*. Dans cette idée, le mouvement de transition est un phénomène qui va plus loin que le développement durable (qui pour certains auteurs de la transition, n'est que l'habillage d'un modèle économique inchangé<sup>27</sup>), dans le sens où il entend complètement **repenser notre modèle économique**, à travers notamment la relocalisation de l'économie, le développement d'énergies renouvelables ou encore la promotion d'une agriculture de proximité<sup>28</sup>; aussi, la transition interroge nos modes actuels de consommation et de production dans l'objectif de dépasser la dépendance à l'énergie carbone et de développer une capacité de résilience humaine.

Ainsi, une définition générale du concept de la Transition pourrait être la suivante : « un changement radical de système ("the end of growth"), afin de développer une économie et une société qui respectent et qui se respectent », dans l'idée d'arborer une résilience et une capacité à résister aux chocs pour atteindre un projet de société qui est la justice sociale »<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> Pablo SERVIGNE, *La Transition, histoire d'une idée*, Barricade, 2011.

<sup>28</sup> Denis STOKKINK ; *Economie sociale avant-garde de la société en Transition*, carte blanche LA LIBRE (supplément La Libre Entreprise), 1<sup>er</sup> juin 2013.

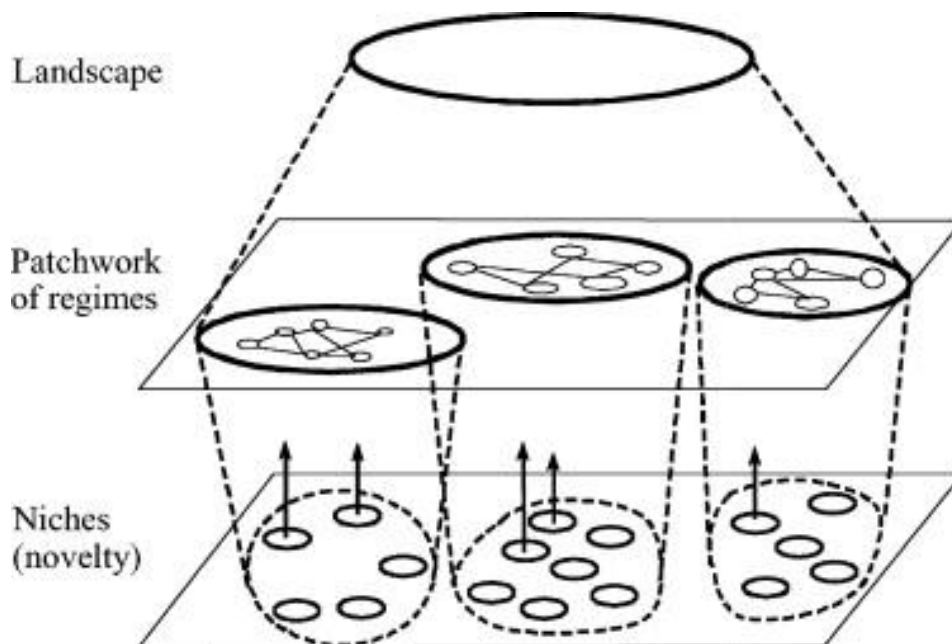
<sup>29</sup> Christian JONET (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

## B. ... peut-être compris dans la théorie...

La Transition recherche un changement de modèle ; en effet, c'est un « **processus de transformation au cours duquel un système complexe passe d'un état d'équilibre dynamique à un autre** »<sup>30</sup>. Pour comprendre ce processus, il peut être pertinent de repositionner le concept de Transition dans un cadre théorique, en se référant à la théorie de « **Transition Management** », développée notamment par Derk Loorbach en 2007. Cette théorie soulève différents concepts clé :

- **Système** : ensemble de fonctions sociales coordonnées.
- **Paysage** : tendance de fond (aujourd'hui : la crise).
- **Régime** : mode dominant d'accomplissement d'une fonction sociale à un moment donné, en évolution (aujourd'hui : le système capitaliste). Ce régime constitue un ensemble dynamique et cohérent qui stabilise les relations entre acteurs.
- **Niche** : lieu des innovations radicales et de l'émergence de nouveaux paradigmes, à l'abri des règles habituelles de fonctionnement du régime.

On peut représenter l'articulation de ces concepts grâce au schéma suivant :



Source : Derk LOORBACH. Support de présentation de Sybille MERTENS, *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

Au vu de ce schéma, on comprend la corrélation qui existe entre ces différentes dynamiques. En cas de choc dans le paysage, le régime est affecté, ce qui remet en question les pratiques développées dans des niches ; de la même manière, ce qui se passe dans les niches influence le paysage. Ainsi, cette théorie suppose que le système s'inscrit dans un paysage, à savoir « un environnement qui l'englobe et le dépasse », et que l'équilibre dudit système tient à « l'action coordonnée de différents acteurs qui partagent un même "régime" [...] »<sup>31</sup>.

<sup>30</sup> Sybille MERTENS (préface), *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 2013, pp. 13-22.

<sup>31</sup> Sybille MERTENS, *Ibid.*

« Le changement est possible quand il y a une convergence entre les processus de changement aux trois niveaux (landscape – régime – niche) sur le court et le moyen terme »

Source : P. M. STASSART, *De la contribution à la transition : le renouvelable au-delà de l'énergie*, mai 2011 : [http://www.apere.org/doc/110512\\_Pierre\\_Stassart\\_Ulq1.pdf](http://www.apere.org/doc/110512_Pierre_Stassart_Ulq1.pdf)

L'objectif du mouvement de la Transition étant de changer le système, le recours aux niches apparaît comme un point de passage obligé : l'idée de passer par des initiatives bottom-up pour changer le système prend alors tout son sens et explique l'impact de toute action citoyenne sur l'ensemble du système. En effet, si des innovations peuvent avoir lieu au sein des régimes, celles-ci « contribuent davantage à optimiser le système existant qu'à le transformer en profondeur ». A l'inverse, ce sont les innovations de nature plus radicales, qui ont lieu au sein des niches, qui peuvent préfigurer de nouveaux paradigmes<sup>32</sup>.

### C. ... et se concrétise dans la pratique.

D'après le Transition Management, le mouvement de Transition est opérationnalisé par des initiatives citoyennes (développées dans les niches), capables d'opérer des transformations sur le système. Ce principe, loin de n'être qu'une construction théorique, se concrétise dans la pratique.

On pourra d'abord citer toute une myriade de systèmes alternatifs qui fleurissent de toutes parts et dans tous les champs, telles que le co-housing, le troc de services, la mise en place de potager collectif, le concept de café des réparations, etc. Autant de nouvelles activités qui constituent de nouvelles opportunités pour créer un monde plus durable<sup>33</sup>.

De manière plus globale, le système vertical est en train de se transformer en un système horizontal de partage. De plus en plus de petits producteurs, de micro usines se développent, pour faire une production sur mesure dans le quartier ou dans la ville, dans l'idée de ne plus dépendre des grandes firmes et de faire jouer des acteurs qui gèrent leurs entreprises de manière plus démocratique<sup>34</sup>. Le concept d'**économie circulaire** gagne également en notoriété (voir encadré).

---

<sup>32</sup> Sybille MERTENS, *ibid.*

<sup>33</sup> Dirk HOLEMANS (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>34</sup> Dirk HOLEMANS, *ibid.*



## Développement de l'économie circulaire

Le concept du « cradle-to-cradle » (du berceau au berceau) est né dans les années 1970 pour désigner l'**économie circulaire**, en opposition à l'économie linéaire ; d'après Nicolas Hulot, cela consisterait à rapprocher nos écosystèmes industriels du fonctionnement équilibré quasi-cyclique des écosystèmes naturels. En effet, en prenant exemple sur la nature, qui ne connaît pas l'idée de déchet, l'économie circulaire a pour objectif d'atteindre le « zéro déchet » en s'appuyant sur sept points : l'écoconception, l'écologie industrielle, l'économie de la fonctionnalité, le réemploi, la réparation, la réutilisation, le recyclage. Certaines entreprises innovantes ont appliqué ce concept à leur stratégie industrielle, et ont bâti une circularité fermée dans la production de leurs biens qui est parvenue à rivaliser économiquement leur ancien système de production.

*Source : La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie, Cahiers de la Solidarité n°32, Think Tank européen Pour la Solidarité, 2013, pp.185-187.*

Comme exemple de bonne pratique, sept structures d'ESS (les asbl GAL des Condruces, Barricade, Exosant D, Agès & PropageS, les coopératives TRAME et Point Ferme) se sont regroupées à Liège pour monter un projet permettant de relocaliser l'agriculture : le projet « aliment-terre ». L'objectif en est de nourrir la population avec des produits frais et de qualité, en empruntant le circuit court entre producteurs et consommateurs (voir le schéma en encadré).

## Relocaliser l'agriculture : le projet « Ceinture aliment-terre liégeoise »



*Source : Christian JONET (présentation), L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition, conférence organisée par le Think Tank européen Pour la Solidarité, 8 mai 2013, Liège.*



Une autre manifestation de la prise d'importance de ce mouvement de Transition peut être illustrée par l'organisation et le rassemblement des acteurs, et la création de réseaux environnementaux qui cherchent à marcher vers le progrès. A titre d'exemple, en mai 2013 a eu lieu à Cluny, en France, la deuxième édition d'un événement intitulé « **Festival de la Transition** » ; près de 2000 personnes y ont participé, permettant à 25 réseaux nationaux et régionaux du mouvement de se rencontrer<sup>35</sup>.

#### **Liège en transition**

« Liège en transition » est un collectif fondé en 2011 ; il réunit des structures qui se mobilisent pour contribuer à la construction d'un « avenir désirable » à Liège. L'objectif est également de faire connaître aussi largement que possible la thématique de Transition, et de contacter les divers groupes et associations susceptibles de prendre part au mouvement. Le collectif a créé 5 groupes de travail qui traitent de diverses thématiques (production alimentaire, monnaies complémentaires, mobilité, habitat groupé, tourisme local, etc....).

Source : Site internet <http://www.liegeentransition.be/>

La Transition illustre alors bel et bien les démarches mises en œuvre dans l'idée d'opérer un changement de modèle vers une société juste, économiquement et écologiquement soutenable avec pour moteur principal l'utilité sociale et écologique, et pour vocation la stabilité économique et à la résilience sociétale ; le soutien à l'égalité et la justice sociale ; la prise en compte des enjeux sociétaux de long terme ; une approche nouvelle au rapport à l'investissement et à l'innovation ; la création massive d'emplois socialement et écologiquement utiles<sup>36</sup>.

Reposant sur des bases solides, l'entreprise sociale et l'ESS nous semblent également se trouver au cœur de ces enjeux pour pouvoir répondre aux défis de la construction de la société de demain.

## **IV. Opérationnaliser le changement de modèle vers le développement durable en passant par l'économie sociale et solidaire (ESS) ?**

### **A. Les entreprises sociales sont des structures particulières pouvant prendre des formes diversifiées...**

Les entreprises sociales constituent l'un des acteurs majeurs de l'ESS pour une croissance durable. Appelée encore le **tiers-secteur**, l'ESS peut se définir en s'appuyant sur le décret wallon de 2008<sup>37</sup> qui met en avant quatre dimensions clé de ce secteur :

- La finalité (le profit est un moyen et non une fin en soi)
- L'autonomie (l'entreprise n'est une organisation ni publique, ni privée, qui pourra toutefois tendre vers une de ces dimensions)

<sup>35</sup> Site internet Festival de la Transition : <http://www.festival-transition.coop/>

<sup>36</sup> Christian JONET (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>37</sup> *Décret relatif à l'économie sociale*, Région wallonne, 20 novembre 2008.

- La démocratie (cette dimension est intégrée dans les statuts)
- Le travail supérieur au capital (en réinvestissant dans l'entreprise, on améliore les conditions de travail)<sup>38</sup>.

**Les entreprises sociales sont avant tout des entreprises** : leur projet de production est de nature économique et peut s'inscrire dans divers domaines d'activité<sup>39</sup>. Les entreprises sociales sont des entreprises privées gérées en fonction d'objectifs non pas capitalistes mais sociaux ; de fait, elles ne répondent pas à un modèle d'actionnariat, mais privilégient une distribution limitée des bénéfices et une gestion par gouvernance démocratique. C'est donc la finalité sociale qui caractérise ces entreprises, ce qui pourra signifier la production d'externalités positives, la diminution des externalités négatives ou des inégalités, etc. Par ailleurs, ces organisations mobilisent différentes sources de financement : banques, mais également aides publiques, dons ou investissement personnel des particuliers (bénévolat, volontariat)<sup>40</sup>.

Les entreprises sociales peuvent avoir des **projets sociaux très divers**, touchant à l'insertion socioprofessionnelle, à l'offre de services de proximité, ou bien encore à l'offre de biens de consommation à prix réduits, etc. Elles peuvent avoir des formes très diverses, reprenant les statuts de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, fondations) ou bien celle d'une entreprise classique (à finalité sociale). Généralement, ces entreprises sont de petite taille et s'inscrivent à l'échelle locale.

Ainsi, en s'éloignant d'un objectif de profit maximum, les entreprises sociales peuvent supporter des coûts supplémentaires (pour employer des personnes en difficulté, par exemple) et afficher une résilience accrue (capacité d'investissement augmentée, capital social plus solide). Précisons que **les entreprises sociales trouvent leur résilience et leur particularité dans une rationalité qui leur est propre, en favorisant utilité sociale et innovation sociale**<sup>41</sup>.

Quels points de distinction des entreprises sociales (ES) pour faire face aux défis de la Transition ? <sup>42</sup>	
<b>Innovation sociale</b>	Il existe plusieurs conceptions de l'innovation sociale : elle peut être vue comme une fin en soi, comme une activité nouvelle qui permet de répondre de façon concrète et créative à un besoin social identifié. Cependant, elle peut aussi englober une réalité plus large, et désigner non pas un résultat à atteindre, mais un processus, en ce qu'elle produit de « nouvelles collaborations et de nouvelles relations » (Nicole Richez-Battesti, 2009) et renforce la cohésion sur un territoire : en effet, rappelons-nous que l'ES dispose souvent d'un ancrage local fort, et qu'elle s'attache à inclure les différentes parties prenantes à ses activités. L'ES n'est pas alors socialement innovante dans son intentionnalité, mais dans ses modalités, et sa nature-même <sup>43</sup> .

<sup>38</sup> Marie-Caroline COLLARD (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>39</sup> *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, 2013, p.111.

<sup>40</sup> Sybille MERTENS (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>41</sup> Christian JONET (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>42</sup> Le tableau synthétique a été dressé à partir de l'étude « *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie* », Cahiers de la Solidarité n°32, 2013.

<sup>43</sup> *Ibid*.

<b>Rationalité économique</b>	<p>On peut identifier une rationalité économique propre aux ES (Sybille Mertens, 2010) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rôle de production de biens et services (quasi) collectifs : aucun public n'est exclu, et ces services peuvent compléter l'intervention de l'Etat de manière plus efficace.</li> <li>- Rôle de production de biens de confiance : en contournant les risques soulevés par l'asymétrie de l'information, et n'étant pas animée par le profit, les ES cherchent à générer une qualité accrue, tout en intégrant une dimension démocratique.</li> <li>- Rôle dans l'organisation de contre-pouvoir du marché : la finalité des ES consiste bien souvent à « défendre l'intérêt commun de leurs membres en tant que participants au marché ».</li> </ul>
<b>Utilité sociale</b>	<p>Intérêt général et utilité sociale et ne se confondent pas : historiquement, le premier est utilisé par les Etats pour légitimer leurs missions, leurs finalités ; aujourd'hui, avec le désengagement progressif du secteur public, et face à la difficile modernisation des services publics, ces activités sont reprises par ce qu'on peut appeler le Tiers-Secteur. L'utilité sociale se distingue alors par cette « volonté collective de construire un nouveau bien commun et de reconnaître aux structures de l'ESS de représenter l'intérêt général ».</p>

## B. ... actives dans des secteurs variés et mobilisant différents acteurs...

Il faut avoir conscience que **les entreprises sociales sont actives de manière transversale dans tous types de secteurs** (santé, éducation, action sociale, mais également culture, énergie, production de matières premières, etc.) ; on pourra cependant identifier certains projets sociaux caractéristiques de ces entreprises, tels que le commerce équitable, ou encore la finance solidaire<sup>44</sup>, mais également des domaines comme la formation/insertion socioprofessionnelle. Les activités de recyclage et de réutilisation, par exemple, peuvent être opérationnelles dans le domaine du textile, de l'électroménager, de l'informatique, mais également toucher aux encombrants, au bois, aux déchets verts, etc. Parmi les exemples de bonnes pratiques, la fédération d'entreprises d'ESS « RESSOURCES » est active dans la réduction des déchets par la récupération, la réutilisation et la revalorisation des ressources<sup>45</sup>. Dans le domaine de l'entrepreneuriat social innovant, « I-PROPELLER » est un écosystème avec quatre structures différentes vouées à la recherche, à l'incubation et au financement, visant à stimuler davantage l'innovation de l'entreprise sociale et l'entrepreneuriat<sup>46</sup>.

**Les acteurs de l'ESS sont de tous types**, mobilisant société civile, acteurs privés mais également les autorités publiques qui peuvent soutenir les projets en fournissant notamment des bourses et des subsides, et contribuent à renforcer à la visibilité. Ces acteurs apparaissent ainsi comme précurseurs dans différents domaines d'activité, notamment : la construction durable et l'éco-construction ; l'organisation du travail et le dialogue social ; le

<sup>44</sup> Sybille MERTENS (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>45</sup> Cécile PATRIS (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>46</sup> Loïc VAN CUTSEM (présentation), *L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

recyclage, la réutilisation et la revalorisation ; les services aux personnes ; les coopératives citoyennes ; les circuits courts<sup>47</sup>.

#### **Le réseau RREUSE**

RREUSE regroupe des réseaux régionaux et nationaux d'économie sociale en Europe, qui eux-mêmes abritent des entreprises sociales actives dans la réutilisation et le recyclage. Celles-ci combinent des objectifs environnementaux mais également sociaux, en cherchant à intégrer les personnes vulnérables sur le marché du travail mais aussi dans la communauté. Ainsi, RREUSE promeut un modèle de développement durable qui prend en considération trois piliers : (1) la protection de l'environnement ; (2) l'équité sociale ; (3) la viabilité économique.

Source : Site internet de RREUSE (A Network Symbol of Sustainable Development in Practice) :

<http://www.rreuse.org/t3/public-area/about-rreuse/our-network/>

### **C. ... et contribuant au changement de la société de façon concrète.**

**Les entreprises sociales** peuvent s'inscrire dans la théorie de la Transition (Transition Management) en ce qu'elles **constituent des niches** ; en donnant naissance à des innovations radicales, elles peuvent jouer sur le paysage, le régime, et à plus grande échelle, le système, et apparaissent donc comme porteuses de changement.

En ce sens, et au vu de toutes les initiatives d'ESS citées, on peut dire que **l'ESS est précurseur, à l'avant-garde d'une société en Transition**<sup>48</sup>. En effet, orientées vers la réalisation d'objectifs sociaux, les entreprises sociales sont amenées plus rapidement que d'autres à se poser les questions du développement durable, à expérimenter des modes de production alternatifs, et à mobiliser les citoyens pour répondre à leurs besoins.

La gestion démocratique de ces structures leur permet de prendre en compte les préoccupations sociales des parties prenantes, adoptant ainsi une vision globale pour considérer un large panel d'attentes et de besoins sociaux sur un territoire donné. Par ailleurs, on note que l'ESS s'est montrée particulièrement dynamique ces dernières années malgré la crise économique et financière qui frappe l'Europe, et ce, même dans les pays les plus touchés. En Espagne et en Italie par exemple, l'ESS affiche des taux de croissance et de création d'emploi positifs, à l'inverse des entreprises classiques<sup>49</sup>.

Ainsi, c'est tout naturellement que les entreprises sociales s'inscrivent dans les deux principes clé de la Transition que sont la relocalisation et la résilience.

---

<sup>47</sup> Sébastien PEREAU (présentation), L'économie sociale, l'avant-garde pour une société en Transition, conférence organisée par le Think Tank européen Pour la Solidarité, 8 mai 2013, Liège.

<sup>48</sup> Sébastien PEREAU, *Ibid.*

<sup>49</sup> Denis STOKKINK, *Economie sociale avant-garde de la société en Transition*, carte blanche, LA LIBRE (supplément La Libre Entreprise), 1<sup>er</sup> juin 2013.

## V. Quelles perspectives pour le couple économie sociale et solidaire (ESS) et développement durable dans la Transition ?

### A. Etre à l'avant-garde tout en gardant ses valeurs...

Comme nous venons de le voir, l'ESS dispose d'atouts concrets pour engager la société dans la voie de la transition vers un développement durable. L'ESS et le mouvement de la Transition, porteurs de certaines valeurs, peuvent être qualifiés de projets utopistes, voire irréalisables. Il est important que ces critiques n'affectent pas le projet et la vision des acteurs qui se mobilisent : ceux-ci doivent conserver leurs « idéaux », sources d'inspiration et de créativité leur donnant la force d'entreprendre leurs démarches. Toutefois, il faut bien entendu garder la tête froide, et rester dans une perspective opérationnelle pour être efficace.

En effet, l'ESS a le potentiel d'être une actrice de la Transition, en s'inscrivant localement et dans la proximité, avec une finalité de service aux membres et de la collectivité, et donnant un sens aux actions menées. Les entreprises sociales constituent des niches capables de faire évoluer le système, soit en le changeant à la marge, soit en le reconfigurant en profondeur ; elles peuvent ainsi diffuser leurs initiatives, et montrer l'exemple dans des domaines variés. L'ESS représentant 6% de l'emploi total dans l'Union européenne (UE)<sup>50</sup>, ce rôle d'aiguillon n'est en rien une utopie et peut permettre un changement de paradigme, si tant est que cela s'effectue pertinemment, dans des conditions équilibrées et dans une construction collective.

### B. ... dans une démarche de collaboration et de co-construction...

Pour développer l'ESS, mettre en place la Transition, amener de nouvelles idées, et gagner en équilibre, **il est nécessaire de créer des alliances<sup>51</sup> et d'entrer dans une démarche de collaboration et de co-construction entre les acteurs et entre les secteurs.**

D'une part, dans l'optique de relier les expériences, les **fédérations** apparaissent comme essentielles : elles contribuent au développement de projets concrets et participent à la construction d'un rêve commun, celui de la société de demain. Les fédérations permettent aussi d'apporter de la cohérence dans l'expérience portée, et de renforcer la visibilité des mouvements et des initiatives qui se développent. Si cette visibilité est essentielle pour assurer une certaine légitimité, on note également **l'importance d'autres relais qui peuvent contribuer à légitimer ces actions** (médias, universités, sphère politique...)<sup>52</sup>. De même il est primordial de **généraliser le mouvement à des échelles bien plus larges et de relier les**

---

<sup>50</sup> Dans la plupart des documents et des conférences officielles des institutions européennes, trois grands nombres reviennent lorsqu'il s'agit de chiffrer ce que les entreprises de l'économie sociale représentent au sein de l'UE : 10% de l'ensemble des entreprises de l'UE, soit 2 millions d'entreprises qui emploient plus de 20 millions de salariés, soit 6% de l'emploi total.

<sup>51</sup> Christian JONET (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>52</sup> Sybille MERTENS (présentation) *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

**initiatives locales**, sans quoi la transition n'aura que des effets localisés, incapables de répondre aux grands défis mondiaux<sup>53</sup>.

Par ailleurs, il est un acteur clé, dont il convient de noter l'importance et dont il est impossible de se passer : **l'Etat**. En effet, la Transition va nécessiter des financements importants, que seules les autorités publiques vont être en mesure d'apporter ; de même, les politiques instaurées par celui-ci doivent s'attacher à protéger l'emploi, la justice, et l'égalité entre les citoyens. L'Etat devrait également légitimer et institutionnaliser de façon cohérente les initiatives de l'ESS pour qu'elles deviennent généralisées<sup>54</sup>. Si l'alliance « Etat – marché » a fonctionné un temps, aujourd'hui l'équilibre est rompu et c'est le marché qui régit l'Etat ; pour réinstaurer une certaine stabilité, il est nécessaire de **recréer une alliance, entre l'Etat et trois autres composantes** : syndicats, ESS, initiatives de transition. Aussi, il est important de voir cet acteur comme un allié.

Du côté de la société civile, **les syndicats restent une des sources principales de changement du système** : ils permettent non seulement la genèse de mouvements sociaux et portent la parole des citoyens, mais ils instaurent également des changements en agissant via les entreprises. Or, mouvement de Transition et syndicats sont deux grands mondes qui s'ignorent. Les précurseurs d'initiatives locales de transition considèrent souvent les syndicats comme trop corporatistes, comme un ancien paradigme ; le mouvement « villes en transition » ne se retrouve d'ailleurs pas dans les luttes sociales. Vu sous un autre angle, la relation « ESS – syndicats » est également particulière : ces deux mondes s'évitent souvent. Les syndicats peuvent voir dans certaines activités de l'ESS, telles que l'insertion socioprofessionnelle, une porte ouverte vers des emplois incertains ; or, si traditionnellement les syndicats se positionnaient surtout dans la lutte pour l'obtention de droits sociaux, aujourd'hui ils adoptent plutôt une position défensive pour lutter pour la précarité croissante. Par ailleurs, pour les syndicats, le rapport à l'environnement ne coule pas de source, puisqu'il s'agit avant tout de militer pour la défense des salaires et des droits sociaux.

Ainsi, pour l'heure, les organisations syndicales se partagent en voyant l'ESS soit plutôt comme une utopie<sup>55</sup>, soit comme un outil de la Transition<sup>56</sup>. Mais dans tous les cas de figure, la réussite du projet de changement de modèle passe irrévocablement par l'implication de tous les partenaires sociaux : aussi, « pour conduire une transition socialement juste, il est essentiel d'y inclure les mouvements syndicaux »<sup>57</sup>. Des initiatives telles que le Réseau Intersyndical Bruxellois de Sensibilisation à l'Environnement (BRISE) à Bruxelles<sup>58</sup> et RISE en Wallonie (voir infra) illustrent le rôle que pourront jouer les syndicats dans la Transition. Selon RISE, les cinq piliers de la Transition juste sont : la régulation, l'innovation dans les secteurs émergents et industriels classiques, la formation, la

---

<sup>53</sup> Denis STOKKINK, *Economie sociale avant-garde de la société en Transition*, carte blanche, LA LIBRE (supplément La Libre Entreprise), 1<sup>er</sup> juin 2013.

<sup>54</sup> Denis STOKKINK, *Ibid.*

<sup>55</sup> Eric BUYSENS (présentation), *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>56</sup> Lydie GAUDIER (présentation), *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition*, conférence organisée par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 8 mai 2013, Liège.

<sup>57</sup> *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, 2013.

<sup>58</sup> Eric BUYSENS, *Ibid.*

participation des travailleurs, et la protection sociale. Il convient enfin de rappeler que, lors de l'Assemblée syndicale préparatoire à Rio+20, la Secrétaire générale de la FGTB Anne Demelenne a déclaré que « les syndicats veulent un développement durable avec pour finalité la justice sociale, pour cadre le respect de l'environnement, et pour moyen, le verdissement de l'économie »<sup>59</sup>.

#### **RISE : Réseau intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement**

RISE est un projet qui a démarré en 1996 en Wallonie, à l'initiative de deux organisations syndicales (la FGTB et la CSC) pour mener un ensemble d'actions relatives aux questions environnementales, dans l'idée d'agir au niveau des entreprises, de renforcer les capacités d'intervention des délégués, mais également de sensibiliser les travailleurs. Depuis 2004, la Région wallonne a établi une convention cadre avec l'ensemble des acteurs socioéconomiques pour poursuivre ces actions.

Trois objectifs

- Sensibiliser les travailleurs et leurs représentants à l'environnement et la mobilité
- Renforcer la capacité d'intervention des délégués sur ces questions
- Stimuler le dialogue social en la matière

Trois axes :

- Information et sensibilisation
- Expériences-pilotes, actions dans les entreprises
- Appui technique

Source : Lydie GAUDIER (présentation), *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition*, conférence organisée par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 8 mai 2013, Liège.

### **C. ... aussi bien au local, qu'au national, qu'au communautaire...**

Les actions des entreprises sociales et, plus largement, des niches que l'on identifie dans la théorie de la Transition, montrent que le changement intervient d'abord à dimension réduite ; ainsi, il apparaît que l'échelle de changement est le local, la ville<sup>60</sup>. La pression pour changer le monde politique doit être forte et venir de la base, pour permettre aux actions du local de se diffuser au national, et d'opérer ainsi un changement d'échelle. Cependant, il est important que des soutiens interviennent également au niveau de l'Etat, comme nous l'avons vu précédemment.

L'Union européenne joue également un rôle tant pour la transition que pour le développement de l'ESS<sup>61</sup> : en effet, les subventions et les législations déterminées par le cadre européen ont une influence directe sur l'avenir des entreprises sociales. On peut alors se demander dans quelle mesure ce cadre européen est adapté à l'ESS<sup>62</sup>.

La stratégie Europe 2020 constitue l'axe fondamental autour duquel se dessinent les grandes lignes des politiques communautaires pour la période 2010-2020 ; en recherchant

<sup>59</sup> Lydie GAUDIER (présentation), *Ibid*, 8 mai 2013, Liège.

<sup>60</sup> Dirk HOLEMANS (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>61</sup> Christian JONET (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>62</sup> Camille ROSENBLATT, *Quelle place pour l'économie sociale en Europe ?*, Working Paper, Think Tank européen *Pour la Solidarité*, juillet 2013.

une croissance en trois grands axes (intelligente, durable, et inclusive), cette stratégie fixe cinq objectifs et propose sept initiatives pour les atteindre. **Les entreprises sociales**, par les valeurs qu'elles véhiculent, par les champs d'action qu'elles recouvrent, et par leur nature-même, **s'intègrent dans ces trois grands axes de la stratégie Europe 2020**, et se retrouvent alors de façon presque évidente dans ces initiatives<sup>63</sup>.

Par ailleurs, l'Acte pour le Marché Unique (2011) se compose de douze piliers, dont l'un nous intéresse tout particulièrement : **l'Initiative pour l'entrepreneuriat social** (IES, 2011). Cette dernière propose onze actions clé pour développer et soutenir les entreprises sociales en Europe et leur permettre de changer d'échelle, reposant sur trois grands axes : l'accès au financement, le renforcement de leur visibilité, et la simplification de leur environnement juridique. Si cela reste une initiative, c'est déjà un point de départ : les entreprises sociales y sont reconnues comme pouvant contribuer grandement au développement économique, social mais également environnemental.

Soulignons également le rôle des subventions européennes, parmi lesquelles figurent les fonds structurels qui pour la période 2014–2020 pourront notamment mettre en avant les emplois verts et le rôle de l'ESS en la matière.

#### D. ... En sachant anticiper les menaces et tirer des enseignements nécessaires.

Au terme de cette réflexion, il est important de faire le point sur les **enseignements** que nous en avons retirés.

La crise de 2008 a probablement sonné le glas d'un capitalisme classique, pour donner naissance à l'hyper capitalisme, car, plus que jamais, grâce à cette crise, ceux qui veulent démanteler des fondements sociaux de la structure de nos sociétés sont forts<sup>64</sup>. Nous sommes confrontés à de nombreux défis, qui nous font prendre la mesure que la crise que nous traversons est le symptôme des déséquilibres de nos sociétés, et qu'il est primordial d'y apporter une réponse à la source ; il est essentiel d'agir tant que nous en avons encore les moyens, afin de donner un rythme nouveau, nécessaire au bon fonctionnement de nos civilisations et à la sauvegarde de la planète. Dans cette idée, l'objectif est d'atteindre une société de développement durable, reposant sur trois piliers qui interagissent de façon intégrée : l'économique, le social, et l'environnemental ; parvenir à cet état d'équilibre présuppose cependant que des actions concrètes soient mises en place, pour que le concept ne se résume pas à un projet, à une idée. Ces actions peuvent provenir des instances politiques ; cependant, sans réelle pression de la société civile, les initiatives des pouvoirs publics s'avèrent bien souvent n'être que de simples effets d'annonce. Aussi, il apparaît que le réel changement commence par des initiatives à petite échelle, dans des niches, celles-ci pouvant peu à peu diffuser leurs pratiques dans des dimensions plus larges et contribuer à un changement de paradigme réel. Dans cette idée, le mouvement « villes en transition » s'inscrit pleinement dans cette démarche de passage d'une société à une autre : en recherchant la transformation des sociétés de l'intérieur, les acteurs de ce mouvement mettent en place des initiatives qui répondent aux mots d'ordre « résilience » et

---

<sup>63</sup> Jos STERCKX (présentation), *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>64</sup> Jean-Claude MARCOURT (présentation), *Ibid*, 8 mai 2013, Liège.



« relocalisation ». Si ces initiatives constituent des niches, des structures particulières peuvent également être perçues comme telles : **les entreprises sociales**. Portant des finalités sociétales au travers de leur activité économique, ces entités s'inscrivent généralement à l'échelon local et font preuve d'une résilience accrue ; par leurs actions socialement innovantes, elles contribuent à inspirer et à porter l'évolution du système. Ainsi, ces entreprises **s'intègrent, par leur nature, dans les ambitions et les modalités du mouvement de Transition**. Dans la Transition, nous nous dirigeons vers ce nouveau modèle de développement juste et durable qui doit assurer des conditions de vie et de travail de qualité à tous. La prise de risque va devoir tenir une place considérable ; ainsi, les entreprises sociales peuvent constituer ces niches où l'expérimentation et le droit à l'erreur doivent être acceptés et valorisés.

L'ESS s'inscrit philosophiquement dans le concept de la Transition car elle remet fondamentalement en cause le fait que l'accumulation du capital est l'objectif d'une société<sup>65</sup>. L'objectif d'une société, c'est d'abord de servir des êtres humains. L'ESS ne répond pas à toutes les questions, mais elle peut interpeler sur tous les thèmes avec une grande légitimité. Accepter qu'il y a des modèles alternatifs permet aussi de dire qu'on peut faire évoluer notre modèle.

Au vu de ces enseignements, quelles **perspectives** envisager ?

Comment encourager les expérimentations des entreprises sociales ? S'il s'agit d'une part de les financer, il faut aussi se rappeler que ces expériences ont d'autant plus de chances d'aboutir qu'elles s'inscrivent dans une vision partagée, d'où l'intérêt de relier les expériences, et de recourir à des relais qui puissent légitimer ces actions. Il est nécessaire de **rendre les entreprises sociales plus visibles et de les faire connaître**. Dans cette idée, disposer de données quantitatives sur le secteur pour mieux rendre compte des réalités de l'ESS, et développer éventuellement une méthode d'évaluation de l'impact de ces entreprises pourrait être judicieux ; notons que la mesure de l'impact ne devra pas contribuer à générer des effets de sélection et de compétition mais devrait avoir pour vocation l'apprentissage des bonnes pratiques et la diffusion des savoir-faire.

Nous l'avons vu, les entreprises sociales ont le potentiel de contribuer à la transition vers une société de développement durable ; toutefois, il faut garder à l'esprit certains points de vigilance.

Tout d'abord, il convient de se rappeler qu'il existe une ESS non vertueuse<sup>66</sup> : les entreprises sociales ne sont pas forcément en accord avec les principes et l'éthique caractéristique de leur secteur, et peuvent également se révéler être des opérations de green washing ou de social washing. Pour que cette ESS puisse jouer un rôle effectif dans le développement durable, **il faut organiser la participation réelle, investir dans les coopératives, préparer les populations aux défis et construire une nouvelle façon de penser, mais également défragmenter les structures verticales**.

Un autre point de vigilance qui nous semble important concerne le financement public consacré à ces entreprises : en encourageant le développement des entreprises sociales, on

---

<sup>65</sup> Jean-Claude MARCOURT (présentation), *Ibid*, 8 mai 2013, Liège.

<sup>66</sup> Marie-Caroline COLLARD (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

pourrait se poster dans une démarche de légitimation des privatisations et du désengagement de l'Etat des questions sociales ; or **l'Etat a lui aussi un rôle important à jouer dans la Transition**<sup>67</sup>. En effet, mettre en pratique dans le quotidien un Etat fort, avec le sens du bien commun, est un élément essentiel pour la société en transition<sup>68</sup>. Un autre risque qui rentre dans le cadre du financement public est le fait de passer d'un financement de base à un financement de projet, sans mesure de protection extérieure, qui pourrait nuire à la pérennité des entreprises sociales<sup>69</sup>.

Enfin, le pré requis pour un changement réel est la prise de conscience de tous, qui sera à la source des démarches d'**engagement des citoyens** pour que ceux-ci puissent participer au mouvement de transition et démontrent leur volonté de voir le changement de notre système auprès des politiques. S'informer, se renseigner, échanger, et porter le message peuvent être des premiers pas vers la participation et l'implication citoyenne, et ils doivent être encouragés et soutenus.

L'ensemble des acteurs d'ESS ont également un rôle important à jouer. Il faut absolument trouver et mettre en place des plateformes qui permettent de davantage collaborer et co-créer, afin notamment que d'autres secteurs perçoivent mieux la plus-value que le secteur d'ESS peut représenter et de pouvoir collaborer<sup>70</sup>.

---

<sup>67</sup> Sybille MERTENS (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>68</sup> Evelyne HUYTEBROECK (présentation), *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition*, colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>69</sup> Christian JONET, *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

<sup>70</sup> Loïc VAN CUTSEM (présentation), *Ibid*, 28 mai 2013, Bruxelles.

## Bibliographie

### Publications

- BRUNTDLAND Gro Harlem, *Notre avenir à tous*, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), Nations Unies, 1987.
- HOPKINS Rob, *Manuel de Transition – De la Dépendance au Pétrole à la Résilience Locale*, Editions Ecosociété, 2010.
- LOORBACH Derk, *Transition Management: New mode of governance for sustainable development*, International Books, Utrecht, 2007.
- MAZIEN Bernard, GOUZEE Nadine (éd.), *La société en mouvement – la Belgique sur une voie de développement durable?*, Academic & Scientific Publishers (ASP), 2012.
- MEADOWS Donella H., MEADOWS Dennis L., RANDERS Jorgen, BEHRENS III William W. (coll.), *The limits to growth (Halte à la croissance)*, Club of Rome, 1972.
- MERTENS Sybille (sous la dir.), *La gestion des entreprises sociales*, Edi. pro, Liège, 2010.
- THINK TANK EUROPEEN POUR LA SOLIDARITE, *La Transition : Un enjeu économique et social pour la Wallonie*, Cahiers de la Solidarité n°32, 2013.
- THINK TANK EUROPEEN POUR LA SOLIDARITE, *Quelle place pour l'économie sociale en Europe ?*, Working Paper, juillet 2013.

### Articles

- JONET Christian, *L'économie sociale. Levier de la transition écologique et économique*, Barricade, 2012.
- SERVIGNE Pablo, *La Transition, histoire d'une idée*, Barricade, 2011.
- STOKKINK Denis, *Economie sociale avant-garde de la société en Transition*, carte blanche, LA LIBRE (supplément La Libre Entreprise), 1er juin 2013.

### Ressource Web

- BUREAU FEDERAL DU PLAN, Analyses et prévisions économiques, *Modèles et indicateurs pour un développement durable* : <http://www.plan.be/Desc.php?lang=fr&TM=60&IS=57>
- FESTIVAL DE LA TRANSITION : <http://www.festival-transition.coop/>
- INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT DURABLE, *Rapports fédéraux sur le développement durable* : <http://www.indicators.be/fr/rapports-federaux-sur-le-developpement-durable>
- LIEGE EN TRANSITION : <http://liegeentransition.be>
- OBSERVATOIRE TERRITOIRES DURABLES (Observatoire national des agendas 21 locaux et pratiques territoriales du développement durable), *L'agenda 21 local, de quoi s'agit-il ?* : <http://observatoire-territoires-durables.org/spip.php?article1085>
- RISE, <http://www.rise.be/qui-sommes-nous/le-premier-projet-rise.htm?lng=fr>
- RREUSE, <http://www.rreuse.org/t3/public-area/about-rreuse/our-network/>
- XERFI E-CHANGES, *La guerre des métaux stratégiques*:

[http://www.dailymotion.com/video/xiakvx\\_xerfi-e-changes-la-guerre-des-metaux-strategiques-par-patrick-buffet\\_news#.UdR1HjupVIA](http://www.dailymotion.com/video/xiakvx_xerfi-e-changes-la-guerre-des-metaux-strategiques-par-patrick-buffet_news#.UdR1HjupVIA)

## Colloque

- *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition*, Colloque organisé par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 28 mai 2013, Bruxelles. Présentations de :
  - Nadine GOUZEE, Déléguée de la Belgique dans les négociations multilatérales sur le développement durable de Rio à Rio+20, en charge de la Task Force Développement durable au Bureau fédéral du Plan
  - Dirk HOLEMANS, Coordinateur d'Oikos – Think tank for social-ecological change
  - Christian JONET, Coordinateur de l'ASBL Barricade et membre actif du collectif « Liège en transition »
  - Sybille MERTENS, Economiste, titulaire de la Chaire Cera en Social Entrepreneurship et chargée de cours à HEC-ULg – Université de Liège
  - Marie-Caroline COLLARD, Directrice de Solidarités des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises
  - Jos STRECKX, Directeur Kenniscentrum Sociaal Europa vzw
  - Evelyne HUYTEBROECK
  - Bernard MAZIJN, Administrateur Délégué de l'Institut pour le Développement Durable (asbl Bruges), co-rédacteur du livre « La société en mouvement : La Belgique sur une voie de développement durable ? »
  - Eric BUYSENS, Directeur du Bureau d'études de la FGTB de Bruxelles, et du Réseau Intersyndical Bruxellois de Sensibilisation à l'Environnement (BRISE)
  - Cécile PATRIS, Directrice de la fédération des entreprises sociales RESSOURCES asbl
  - Loïc VAN CUTSEM, Chargé de projets à i-propeller et directeur général d'Innovation & Action Lab
  - Jan DEPOORTERE, Manager Social Profit de la Banque Triodos
  - Simon DE MUYNCK (animateur de la première table ronde), Chargé de recherche, à l'Université libre de Bruxelles et à la Conférence Permanente du Développement Territorial.
  - Lieve Schreurs (animatrice de la troisième table ronde), Head of Marketing & Communication de la Banque Triodos
  
- *L'économie sociale : l'avant-garde pour une société en Transition*, Conférence organisée par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*, 8 mai 2013, Liège. Présentations de :
  - Jean-Claude MARCOURT, Vice-Président du Gouvernement wallon et Ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur, des Technologies nouvelles et de l'Enseignement supérieur
  - Denis STOKKINK, Président du Think Tank européen Pour la Solidarité
  - Sybille MERTENS, Economiste, titulaire de la Chaire Cera en Social Entrepreneurship et chargée de cours à HEC-ULg – Université de Liège
  - Christian JONET, Coordinateur de l'ASBL Barricade et membre actif du collectif « Liège en transition »
  - Lydie GAUDIER, Coordinatrice de la Cellule RISE environnement/mobilité, FGTB wallonne
  - Sébastien PEREAU, Secrétaire général de ConcertES

- Eric FLORIN, Personal & Private Banking Advisor de la Banque Triodos

### **Autres**

- REGION WALLONNE, *20 novembre 2008 – Décret relatif à l'économie sociale*, Moniteur belge, 2008.
- STASSART, *De la contribution à la transition : le renouvelable au-delà de l'énergie*, mai 2011 : [http://www.apere.org/doc/110512\\_Pierre\\_Stassart\\_Ulg1.pdf](http://www.apere.org/doc/110512_Pierre_Stassart_Ulg1.pdf)